

Courrier Fédéral

N° 271

du 01.10.11 au 07.10.11

Fédération
des travailleurs
de la métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



EDITORIAL

Le 11 octobre 2011, combattre les diktats

page 3

LUTTES ET SUCCES

page 2

ECONOMIE

Dettes publiques,
un alibi pour remettre en cause le modèle social

page 4

POLITIQUE REVENDICATIVE

La précarité de l'emploi
entraîne une précarité du travail

page 5

SOCIAL

Le FN,
le pire ennemi des salariés

page 6

INTERNATIONAL

Conférence de Jobs With Justice,
où en est le rêve américain ?

page 6

PUBLICITE

page 2

Courrier Fédéral
Fédération des travailleurs
de la métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.48.18.21.31
Fax : 01.48.59.80.66

<http://www.ftm-cgt.fr>
e-mail : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnot
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0413 S 06474
Imprimé par nos soins

LUTTES ET SUCCES

General Motors – USTM 67

Victoire contre la répression syndicale

Roland Robert, secrétaire du syndicat CGT General Motors a réintégré son poste de travail après plus de 4 mois de mise à l'écart par la direction. Sous prétexte d'une maladie professionnelle (surdité), la direction de General Motors a voulu l'isoler à 800 mètres de l'usine pour l'empêcher de faire son travail syndical auprès des travailleurs. De plus, GM ne l'a pas payé pendant un mois.

Face à cette situation, la CGT General Motors a, dès le mois de mai, organisé plusieurs actions dont une pétition signée par la majorité des ateliers ainsi qu'une conférence de presse pour dénoncer la discrimination syndicale faite par la direction et pour dénoncer également les conditions de travail qui se dégradent. «*Nous avons fait un appel auprès des camarades de la CGT de la métallurgie et de l'interprofessionnel afin de dénoncer cette attitude en envoyant des messages de protestations auprès de la direction de General Motors. Vous avez été nombreux à répondre en signe de solidarité avec Roland*» souligne la CGT dans un communiqué et de poursuivre «*Nous avons également fait intervenir l'inspection du travail qui, après enquête, a conclu que Roland était apte et pouvait reprendre son poste d'origine et lui payer le mois de salaire manquant.*»

Suite à toutes ces actions, la direction a reculé. Roland a repris le travail lundi 19 septembre et son mois de salaire manquant lui a été payé.

Résultats élections professionnelles

Intertechnique (Groupe ZODIAC) - Plaisir (78)

Belle campagne en direction des ICT

Conscients de l'importance de ces élections professionnelles, près de 75 % des salariés se sont déplacés pour élire leurs représentants, le jeudi 15 septembre 2011. Ces résultats sont significatifs du travail effectué quotidiennement par les élus CGT et UFICT-CGT, tant sur le terrain qu'auprès de la direction, depuis de nombreuses années.

Au comité d'établissement, les élus CGT recueillent plus de 80 % des suffrages valablement exprimés aux 1^{er} et 2^{ème} collèges, soit respectivement un gain de 0,33% et 10,63 %. Au 3^{ème} collège, la hausse est de 8,79 %.

Les nouveaux élus UFICT-CGT du 3^{ème} collège permettront une approche plus fine sur les aspirations des salariés concernés et un renforcement du dialogue envers cette catégorie de personnel.

Pour les délégués du personnel, le résultat est similaire. Globalement, la CGT voit son audience augmentée de 5 % sur le site.

Plan de formation syndicale Stages fédéraux 2012

DIRECTION SYNDICALE	Du 16 au 20 janvier
CHSCT	Du 30 janvier au 3 février
ECO-CE	Du 6 au 10 février
DIRECTION SYNDICALE	Du 26 au 30 mars
INTERNATIONAL	Du 9 au 10 mai
CHSCT	Du 11 au 15 juin
DIRECTION SYNDICALE	Du 18 au 22 juin
UFICT	Du 25 au 29 juin
EUROPE	Du 3 au 6 juillet
DIRECTION SYNDICALE	Du 17 au 21 septembre
ECO-CE	Du 24 au 28 septembre
CHSCT	Du 24 au 28 septembre
COMMUNICATION	Du 15 au 19 octobre
DIRECTION SYNDICALE	Du 22 au 26 octobre
UFICT	Du 22 au 26 octobre
INTERNATIONAL	Du 30 au 31 octobre
FORMATEUR	Du 19 au 23 novembre
CHSCT	Du 26 au 30 novembre
ECO-CE	Du 3 au 7 décembre
DIRECTION SYNDICALE	Du 10 au 14 décembre
EUROPE	Du 18 au 21 décembre

Mon salaire, ça m'travaille
les négociations c'est maintenant
Ma santé, j'y tiens
La pénibilité ça suffit
Changeons le travail
J'en ai assez de la précarité
Avec un CDI, j'me construis

Pour préparer la manifestation du 11 octobre 2011, pensez à commander les autocollants à la Fédération. communication@ftm-cgt.fr ou 01.48.18.21.31

Texelis – Limoges (87)

Touche pas à ma convention d'entreprise

Judi 8 septembre, 85 % du personnel de production ont arrêté le travail pour montrer leur désaccord suite aux premières annonces faites par la direction sur la Convention d'Entreprise et Temps de Travail. Mardi 20 septembre, la réunion concernant uniquement la Convention d'Entreprise s'est tenue. Comme la direction l'avait dit, les articles relatifs au temps de travail de l'actuelle Convention sont supprimés pour être intégrés dans le nouvel accord Temps de Travail-RTT (le précédent accord Temps de Travail-RTT avait été négocié en décembre 2009). A la grande satisfaction de la CGT, la Convention d'Entreprise n'a pas bougé, les articles restant les mêmes, hormis l'article 38 qui reste à négocier (Congés supplémentaires pour enfant à charge). Mais dans un tract, le syndicat CGT rappelle aux salariés que cette victoire leur revient après leur mobilisation et les interpellent pour rester attentifs à la suite des négociations sur «temps de travail et RTT». En effet, la direction vient d'annoncer des nouveaux horaires pour les équipes en raison de la faiblesse de fonctionnement des machines. Mais le syndicat proteste «*si la production était mieux organisée, il n'y aurait pas besoin de faire des heures supplémentaires*». La direction demande aux salariés de faire des propositions pour améliorer la production ainsi que pour les jours de RTT. Le syndicat dénonce ce positionnement qui n'a qu'un but «*nous faire travailler plus en dégradant nos conditions de travail*». Il rappelle dans un tract que «*la majorité du personnel exige de garder les horaires de travail ainsi que les jours de RTT comme actuellement !*»

Les salariés sont dans l'attente de la prochaine réunion concernant le temps de travail et les RTT, attentifs mais déterminés à débrayer de nouveau.

L'éditorial

Norbart Boulanger,
membre du CEF



Le 11 octobre 2011, combattre les diktats !

Dans la crise financière, les États sont intervenus très massivement financièrement pour sauver le système bancaire, s'endettant au passage très lourdement. Ceux qui avaient «fautes» par leur imprévoyance face à l'évidence (les agences de notation) viennent, aujourd'hui, donner des leçons aux États. Les marchés, dont la cupidité nous a plongé dans la crise, exigent par leur diktat des mesures d'austérité qui visent, ni plus ni moins, à faire payer cette crise aux peuples et à rassurer les «investisseurs», c'est-à-dire leur garantir qu'ils vont pouvoir continuer à se gaver sur le dos du plus grand nombre.

Les causes de la crise sont nombreuses. La principale est endémique au système, à sa logique profonde, c'est la course effrénée au profit. Des colonisations à la mondialisation, des guerres aux frappes chirurgicales, peu importe «comment», ce qui compte, c'est «combien» cela rapporte. La course au profit est destructrice : elle est, explique Marx, indifférente aux valeurs d'usage, c'est-à-dire au sort fait aux personnes et à la nature.

Auparavant l'État pouvait emprunter directement et sans intérêts auprès de la Banque Centrale. Cette possibilité perçue comme un manque à gagner par les banques a été interdite au profit de l'endettement sur les seuls marchés financiers. La somme des intérêts de dettes payées aux marchés depuis 1974 représente pour la France près de 1 200 milliards d'euros. Comparons cette somme aux 1 641 milliards de la dette publique !

Depuis 30 ans, la part des salaires dans la redistribution des richesses n'a cessé de baisser au bénéfice des revenus du capital qui ont récupéré plus de 10 points. Résultat, pour maintenir le niveau des débouchés économiques, le capitalisme financier a généré un endettement massif de tous les agents économiques et pris le dessus sur l'économie réelle. La compression du pouvoir d'achat de l'immense majorité des salariés et de leur famille influe directement sur l'activité économique réelle qui est en panne.

Après avoir réduit les marges de manœuvres financières des États et généré l'endettement massif des agents économiques, les politiques libérales se sont attachées à réduire au maximum le poids de l'impôt sur les plus riches.

Cette politique a fait perdre des milliards aux finances publiques. **Pour la France, les cadeaux fiscaux représentent 145 milliards par an...**

L'endettement de la France est passé de 14% du PIB en 1974 à 82% aujourd'hui. Cette situation n'est pas due aux acquis sociaux qui coûtent trop chers ou bien encore au poids de la masse salariale, mais à la résultante d'une politique soumise aux exigences de rentabilité et de profit d'une minorité et à la soumission d'une grande partie de la classe politique.

Cette crise financière s'est répercutée sur «l'économie réelle» entraînant récession, chômage, pertes de recettes publiques et dépenses supplémentaires. Pour la France, 1% de croissance en moins, c'est presque 10 milliards de recettes publiques en moins. Autrement dit, soit le déficit s'aggrave mécaniquement de 10 milliards, soit patronat, gouvernement et instances européennes coupent dans les dépenses publiques et dans la protection sociale utile, renforçant le marasme économique et l'impasse financière.

En 2009-2010, les déficits publics et de la Sécurité sociale ont été accélérés par ce manque de recettes. Les «politiques de relance» coûteuses ont été largement inefficaces car aspirées pour l'essentiel par le soutien aux marchés financiers.

Loin de tirer les leçons des crises à répétition et de l'impasse dans laquelle nous pousse la dictature des marchés financiers, l'immense majorité de la classe politique et des experts répètent à l'infini le même discours : «*rassurer les marchés financiers, réduire les déficits, faire des efforts*»... En décrypté, cela donne : «*il faut faire de nouveaux efforts et cela passe par privatiser, précariser le marché du travail, réduire les budgets sociaux*». Le problème de ce raisonnement est double. Sa mise en œuvre accroît les inégalités et accélère la récession.

L'enjeu pour chacun d'entre nous, c'est de ne pas nous laisser imposer des choix dont nous ne voulons pas. La mobilisation, l'intervention de chacun sera déterminante. Il est possible de faire autrement ! **Le 11 octobre pour les salariés et le 6 octobre pour les retraités sera l'occasion de s'opposer avec force à leurs diktats, à faire entendre et exiger nos revendications.**

UN ALIBI POUR REMETTRE EN CAUSE NOTRE MODELE SOCIAL

La crise de la dette publique est utilisée comme un alibi pour remettre en cause notre modèle social. La question de la solvabilité de la France, avec l'idée que l'Etat français est en faillite n'est pas nouvelle. Déjà en 2007, F. Fillon déclarait «L'Etat est en situation de faillite sur le plan financier». Quatre ans plus tard, force est de constater que l'équilibre des finances publiques n'a eu de cesse de se dégrader. > par David Meyer, Conseiller fédéral

La crise systémique de 2008 a accru de manière importante les déficits publics, cependant à elle seule, elle n'explique pas pourquoi patronat et gouvernement agissent de concert pour maintenir les finances de la nation dans le rouge.

Le constat

Le déficit des dépenses publiques est égal aux dépenses de l'Etat moins ses recettes. Ce déséquilibre n'est pas nouveau en France puisque le dernier budget présenté à l'équilibre remonte à 1974. Or, les raisons de ce déficit proviennent plus d'un manque de recettes pour l'Etat que d'une augmentation des dépenses. En effet, la part des recettes de l'Etat rapportée au PIB* diminue continuellement, passant de 22% en 1985 à 15% en 2010. Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant qu'après 37 ans de déficits cumulés l'endettement du pays augmente.

C'est quoi le taux d'endettement d'un pays ?

Il se mesure en rapportant les dépenses publiques du pays au PIB de ce même pays. Par exemple, si la richesse produite dans un pays est de 1 000 milliards d'€ et que sa dette cumulée est de 200 milliards d'€, le taux d'endettement de ce pays sera de 20%.

La France n'est pas le seul pays développé à connaître une augmentation de sa dette publique. En effet, celle du Japon est passée de 63,2% de son PIB en 1992 à 197,2% en 2010. Aux Etats-Unis, la dette publique a dépassé le seuil de 100% du PIB. Enfin, dans la zone Euro, elle est passée de 67,8% du PIB en 2000 à 78,8% en 2008.

La crise financière n'est pas l'unique responsable de cette situation

Durant la crise, les marchés financiers ont été stabilisés grâce à l'intervention des Etats et des banques centrales (voir Courrier Fédéral 270). La Cour des Comptes a évalué au début de l'année qu'un tiers seulement des dépenses supplémentaires de l'Etat serait dû à la crise financière. Le reste serait dû à la politique gouvernementale avec ses cadeaux fiscaux aux plus aisés et aux grands groupes.

Cette situation d'instabilité politique autour de la capacité de nos économies à rembourser leur dette publique, n'est pas qu'une sanction des marchés financiers. Au contraire, elle s'inscrit dans la continuité de l'offensive ultra libérale de déréglementation du système bancaire et de la financiarisation de l'économie, qui a débuté dans les années 1980 et qui prend une nouvelle forme aujourd'hui.

Ce processus n'est pas une fatalité mais un choix de

société, une orientation économique basée sur la remise en cause du fonctionnement de l'Etat. Or, nous avons besoin de l'inverse, d'une politique fiscale inégalitaire et enfin d'une pression toujours plus forte sur le travail.

L'Etat n'est pas un ménage

En matière de politique publique et de politique économique au sens large, on ne peut pas comparer le budget d'un Etat à celui d'un ménage. En effet, l'Etat n'a pas pour vocation d'être une entité commerciale créant de la valeur pour ces actionnaires en vendant des biens ou des services. L'Etat a pour mission d'assurer l'accès de la population à l'éducation, à la santé. Il doit garantir la sécurité et la circulation des personnes et des biens. Il est le garant de la justice et il impulse une politique économique en intervenant directement dans l'économie. D'autre part, lors de chaque crise, c'est l'Etat qui intervient pour relancer l'économie, nationaliser les banques, bref pour jouer un rôle de garant.

Pour agir ainsi, l'Etat doit être en capacité d'avoir les fonds nécessaires pour mettre en œuvre son action, et lorsqu'il ne dispose pas de ces fonds, il doit être en capacité d'emprunter pour investir, voire de créer de la monnaie pour continuer d'assumer ses missions. Or, depuis la création de la monnaie unique, les Etats membres de la zone euro ont perdu cette possibilité de faire tourner la planche à billet.

Gouverner la Nation pour les citoyens ou pour les marchés financiers ?

A priori la question peut surprendre, pourtant, Jean Pierre Raffarin déclarait en juin que dorénavant les gouvernements en France, et en Europe plus largement, devraient avoir deux clignotants :

- Le premier, les électeurs qui sanctionnent le gouvernement lors des élections, ce qui semble logique.
- Le second voyant serait les prêteurs, c'est-à-dire les agents économiques (dont 70% ne sont pas en France) qui détiennent la dette française, d'où le rôle grandissant des agences de notations et des marchés financiers.

Le gouvernement actuel, la commission européenne, un grand nombre de partis politiques, ainsi que le patronat considèrent que, pour réduire les dépenses publiques, il faut réduire le rôle de l'Etat, notamment en matière d'éducation, de santé, de solidarité de transports...

Il n'y a aucune fatalité vis-à-vis de la dette de la France. C'est bien une question de choix politique et d'orientation économique.

Dans le prochain article du CF, nous verrons que les moyens existent pour relancer l'économie en valorisant le travail, en garantissant l'accès à tous, à la santé, à l'éducation.

LA PRECARITE DE L'EMPLOI ENTRAINE UNE PRECARITE DU TRAVAIL

Sous couvert d'une meilleure productivité, la volonté de flexibiliser toujours un peu plus le travail s'est accélérée. Parce que l'insécurité du contrat de travail a un impact direct sur ceux qui ont toujours un emploi, dans de nombreuses entreprises, la CGT se bat sur les deux fronts : l'emploi et les conditions de travail.

Souvenez-vous, «la vie, la santé, l'amour sont précieuses, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ?» s'interrogeait Laurence Parisot, présidente du Medef dans une interview au Figaro, le 30 août 2005. La volonté de tailler dans le code du travail ne date pas d'hier, mais depuis quelques années, patronat et droite «décomplexés» ont accéléré la cadence. Dès l'élection du président Sarkozy en 2007, le medef souhaitait «fluidifier» le marché du travail en augmentant la «séparabilité» entre employeur et salarié avec la mise en place des ruptures conventionnelles. C'est dans ce contexte que la crise financière a éclaté engendrant un argument de circonstance, difficilement contestable pour le patronat.

En 2008, l'INSEE publiait une enquête qui révélait que 13% des salariés occupaient un emploi précaire. Ces emplois à contrats fragiles (intérimaires, CDD,...) ont été les premiers à sauter avec l'éclatement de la crise financière. Ainsi, la moyenne annuelle du volume de travail temporaire équivalent-emplois à temps plein est passée de 604 300 en 2008 à 447 300 en 2009*. Mais les salariés en CDI ont également été touchés avec les fermetures de sites, la multiplication des ruptures conventionnelles et les plans de départs volontaires... Pour «s'adapter» à la crise en 2009, un groupe comme Schneider a supprimé 6% de ses effectifs en France, soit plus de 1000 emplois. Chez PSA, 6000 à 7000 postes ont été détruits en France, en 2009, sous la forme de départs volontaires et préretraite. En tout, 185 000 emplois ont disparu dans la branche depuis 2008, et plus de 300 000 salariés ont quitté leur emploi dans la métallurgie depuis 2 ans.

Mais les choix stratégiques pour flexibiliser davantage les salariés ont pris un nouveau tournant après les milliers de suppression d'emplois. En effet, depuis 2010, dans la branche métallurgie, 69,1 millions d'heures supplémentaires ont été réalisées, soit l'équivalent de 43 000 emplois (base 35h). De même, dans de nombreuses entreprises de la métallurgie, force est de constater une reprise du travail temporaire et la multiplication des heures supplémentaires obligatoires. Ainsi, Schneider Electric comptait fin mai 2011, 2 763 intérimaires, soit 30% des effectifs ouvriers et chez PSA, l'emploi intérimaire représente environ 8 000 personnes au sein du groupe.

Ce tour de passe-passe pour remplacer des emplois en CDI en contrats intérimaires est doublement bénéfique pour le patronat. En effet, les salariés sous contrats précaires deviennent une formidable variable d'ajustement. D'autre part, la multiplication des contrats précaires permettent de faire pression sur les salariés tou-

jours sous contrat à durée indéterminée dégradant par conséquent les conditions de travail. Ainsi, en 2010, la direction de PSA imposait une nouvelle réglementation sur le travail de nuit volontaire. Aussi, les suppressions de postes entraînent une intensification du travail et par conséquent une dégradation des conditions de travail. Par exemple, chez Caterpillar à Grenoble, un an après le licenciement de 800 salariés, la CGT a soumis aux salariés une enquête sur les conditions de travail. Au-delà du constat accablant sur le stress et l'état de santé du personnel, 53,7% des salariés qui ont répondu au questionnaire, estiment qu'il y a besoin d'embaucher une ou plusieurs personnes dans leur secteur.

Conscients des enjeux face à la détérioration de l'emploi et des conditions de travail et face aux choix de la finance, les batailles pour l'emploi se sont multipliées depuis l'an dernier. Notamment lors des NOE, où les salariés, avec la CGT ont arraché quelques embauches comme chez Europcar Roissy qui outre des augmentations de salaires ont gagné l'embauche de 3 salariés supplémentaires en mai dernier.

C'est également dans ce sens que la CGT PSA se bat aujourd'hui après l'annonce par leur direction de la suppression de milliers d'intérimaires. Dans un tract fin septembre, la CGT du site PSA Sochaux dénonçait le plan d'économie annoncé par la direction qui se fera au détriment de l'emploi et des conditions de travail «*Faire travailler toujours plus de moins en moins de salariés. Ras le bol de cette logique injuste qui sacrifie toujours les travailleurs et principalement les jeunes. Aujourd'hui, il n'y a pas de sureffectif dans l'usine. Au contraire, beaucoup de salariés souffrent de la surcharge de travail (...) toutes les catégories sont touchées*».

En 2006, des millions d'étudiants, salariés, sans emplois, retraités, étaient descendus dans la rue pour refuser ensemble la création d'un nouveau contrat précaire. Le CPE n'a pas vu le jour, mais la précarité de l'emploi s'accroît. C'est pourquoi le 11 octobre, la fédération CGT de la métallurgie, dans le cadre de la journée d'action intersyndicale portera haut et fort les revendications débattues lors du 39e congrès en mai dernier autour de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et de la retraite.

* (Source : DARES)

LE PIRE ENNEMI DES SALARIES

Face à la crise, à la montée du mécontentement et la peur de l'avenir, le FN s'adresse aux salariés avec un discours social. Mais derrière les grandes envolées lyriques, le programme du FN va à l'encontre des intérêts du monde du travail. > Christine Ciol, membre du Bureau fédéral

L'actualité sociale est particulièrement violente et agressive vis-à-vis des salariés. Augmentation sans précédent des taxes sur les mutuelles, dont les grands perdants seront les salariés, baisse du pouvoir d'achat, confiscation de notre système de protection sociale, menaces sur nos emplois... Sans oublier les deux accidents industriels à Feurs et à Marcoule qui ont coûté la vie à trois salariés, et les blessés qui voient leur existence brisée pour cause de conditions de travail qui privilégient le profit immédiat à l'humain.

Certains nous présentent l'échéance présidentielle de 2012 comme une réponse possible. Les principaux partis politiques rivalisent de « petites phrases », de vœux pieux, de serments sur l'honneur d'avoir à cœur le bien-être des Français. Pour compléter le tableau, le Ministre de l'Intérieur Claude Guéant désigne les coupables : ils ont des origines étrangères pour la plupart, et arrachent le pain de la bouche des Français !

Ces thèses minables s'inspirent directement de celles proférées par le Front National depuis des décennies. Le Front National : un parti d'extrême droite, qui surfe sur l'amertume, les déceptions et les souffrances des salariés.

Dans une tentative de récupération de la souffrance des plus démunis, le FN s'est rhabillé aux couleurs du social, certains prétendent même que les thèses frontistes sont de gauche ! C'est oublier les fondements de la doctrine du FN. Il est et demeure un parti bâti sur l'exploitation des peurs des salariés, peur de perdre son emploi, peur de ne plus pouvoir répondre à ses échéances, peur de l'avenir...

L'agressivité verbale de la dirigeante Marine Le Pen s'adresse à tous les partis, gauche et droite confondues. Elle tente de se présenter comme la seule qui aurait à cœur de rétablir la justice sociale. Ses propos ne sont que haine : haine contre les progressistes, contre les populations immigrées, haine contre tout ce qui n'est pas son parti.

Le programme du Front National n'a pas bougé d'un iota depuis la présidence de Jean-Marie Le Pen.

Le Front National est bien un parti d'extrême droite, il n'a que faire d'une France plus solidaire : il veut une France où les capitaux auraient davantage de liberté pour exploiter les travailleurs. Cela explique son hostilité vis-à-vis des forces progressistes, notamment la CGT, pour preuve son opposition violente au puissant mouvement social pour la sauvegarde de notre système de retraite.

Son programme privilégie le capital avec un état «gendarme» : ainsi, il prône que notre protection sociale soit entièrement sous la discrétion et la gestion de l'Etat.

Plus aucun moyen d'intervention sur notre système solidaire ne serait laissé aux salariés : la protection sociale deviendrait entièrement soumise aux « lois du marché », et les principaux bénéficiaires en seraient les acteurs privés.

Certains pourraient être séduits par ce discours rétrograde, discriminatoire, se laissant abuser par des promesses mensongères et démagogiques, qui ne s'appuient sur aucune analyse digne de ce nom. Le FN désigne les prétendus coupables des difficultés des salariés : les populations d'origine étrangère, qui mettraient à sac notre protection sociale, bénéficiant de droits pharaoniques dont les Français «pur sucre» seraient exclus.

Ces arguments relèvent d'un pur fantasme, et ne s'appuient sur aucune analyse économique digne de ce nom. Ils ne sont pas sans rappeler des années sombres en Europe et dans le monde, où des populations ciblées ont été désignées comme responsables d'une crise économique, et exterminées par millions dans des camps.

A la CGT, nous ne sommes pas dupes. C'est le vieux principe du « diviser pour mieux régner » que l'on tente de mettre en œuvre, avec pour seul objectif d'affaiblir le collectif pour régner sans partage.

Nous CGT, nous nous devons d'aller au débat avec les salariés sur le sujet. Sans haine, sans tabou, dans l'écoute et le partage.

L'amertume et les souffrances des salariés doivent être entendues, ignorer la tentation que peuvent représenter les thèses du FN reviendrait à laisser faire le pire.

La note économique rédigée par la CGT en juin 2011 « pourquoi il faut combattre l'extrême droite » est un argumentaire précieux pour aller au débat avec les salariés. Elle analyse, et démonte systématiquement les arguments développés par le FN. Elle démontre que les « solutions » proposées par le FN ne sont que poudre aux yeux, et exploitation de la souffrance à des fins électoralistes.

C'est par un débat respectueux de toutes et de tous, que nous pouvons convaincre les salariés que la solution aux difficultés des salariés est dans la mobilisation tous ensemble, pour une France juste et solidaire.

Ensemble, le 11 octobre, nous réaffirmerons que nous luttons contre l'injustice dans le respect des individus, quelle que soit leur origine, dans le respect de tous les individus.

CONFERENCE DE JOBS WITH JUSTICE

OU EN EST LE REVE AMERICAIN ?

La conférence Jobs with Justice (JwJ) qui rassemble l'ensemble des organisations syndicales états-uniennes ainsi que de nombreuses associations de défense des droits sociaux et humains s'est déroulée du 5 au 7 août 2011 à Washington. La présence d'une délégation de la FTM-CGT a permis d'apprécier la situation sociale et syndicale du pays. >Arnaud Bergeron, membre du CEF

La conférence marquée par une identité communautaire forte, JwJ rayonne sur l'ensemble du territoire avec des implantations dans tous les états, y compris Hawaï. Cela ressemble un peu à nos unions locales. JwJ déploie une activité complémentaire aux syndicats, comme l'organisation des précaires ou des sans-papiers de manière interprofessionnelle, coordonne les luttes des différentes catégories de salariés avec les syndicats du secteur, particulièrement dans le domaine des services, de la distribution et du commerce. Par exemple, une campagne nationale d'organisation des salariés et de revendications a été lancée. Elle vise les employés et les gérants des magasins WallMart.

La convention est d'abord un lieu d'échange d'expériences et de construction d'initiatives, mais aussi un moment fort de formation des militants. Des ateliers théoriques sont animés par des syndicalistes, pas exemple sur la crise, sur les moyens de s'organiser, sur les outils de communications...

Le 1^{er} jour, nous avons assisté à un groupe de travail avec des militants de JwJ, très souvent syndiqués, pour faire le point et définir les prochaines étapes de cette campagne qui s'appelle : « MAKING CHANGE AT WALLMART », « faire changer Wallmart ». Wallmart, l'équivalent de CARREFOUR aux Etats-Unis. Ce plus gros employeur privé au monde, refuse toutes organisations syndicales dans ses établissements, menace de licenciements et ferme même ses magasins en cas d'implantation de syndicats.

Les salariés témoignent avec une grande émotion sur leur faible rémunération et leurs conditions de travail très difficiles. Beaucoup ont les larmes aux yeux. Ils revendiquent d'abord des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail et une protection sociale, mais surtout demandent à être respectés. Nous sommes, ensuite, allés manifester devant le siège social de WALLMART qui se trouve à Washington.

Lors de la conférence, la ministre du travail du gouvernement d'OBAMA est intervenue expliquant comment elle a reconnu et réhabilité les travailleurs afro-américains, victimes de discrimination raciale. Elle raconte son propre parcours de fille d'émigrés latino-américains, ayant connus la misère, les privations et les vexations. Elle est fortement applaudie. Elle semble convaincre l'auditoire lorsqu'elle affirme, au nom du Président Obama « nous avons fait campagne sur le thème -Yes, we can-, maintenant j'affirme -Yes we will», c'est-à-dire, oui, nous le ferons.

Une séance plénière, avec une table ronde, permet l'échange d'expériences sur l'organisation par exemple des sans-papiers ou des femmes de ménages dans les grands hôtels. Elle fait l'objet d'une grande campagne au sein du groupe Hyatt et permet de comprendre l'articulation entre JwJ et le travail syndical proprement dit.

D'un point de vue très global, les travailleurs aux Etats-Unis « galèrent » vraiment, voire plus que nous. Comme nous, ils ne veulent pas que les travailleurs payent la crise financière de 2008, «c'est à Wall Street de payer», affirment-ils.

Par contre, les débats sont plus complexes sur le sujet des délocalisations. Un des syndicalistes expliquait que le recul industriel du pays provient de la concurrence faussée par le gouvernement chinois qui maintient un taux de change favorable au Yuan contre le Dollar, sans mettre en cause la stratégie des firmes, ni l'absence de droits sociaux en Chine. Ce point de vue n'est pas celui de JwJ, mais des syndicats tentés par une politique protectionniste.

Enfin, la religion tient une place importante dans ce pays. Des révérends, pasteurs, imams, rabbins, interviennent beaucoup dans leur quartier ou leur communauté car la misère augmente. Ces actions se doublent d'initiatives de solidarité dont JwJ est le pivot. .

Beaucoup de contradictions ressortent de cette immersion au sein du monde du travail états-unien. On peut résumer ainsi la situation, pendant qu'une partie se mobilise dans l'espoir que le « rêve américain devienne réalité », une autre partie combat le « mythe du rêve américain ».



Partenaire



TOURISTRA
Vacances

Partenaire privilégié de l'ANCAV TT

Des vacances pour tous

Générosité

Partage

Loisirs

Animation

Balades

Convivialité

Solidarité

Sodistour - Touristra Vacances. Agence de voyages L1075 95 0515



**Associations et collectivités,
contactez votre attaché commercial Touristra Vacances :**

- Paris : 01 80 98 40 19
- Lyon : 04 72 41 75 31
- Hagondange/Metz : 03 87 71 66 10
- Lille : 03 20 12 13 04

www.touristravacances.com

Pour tous, réservations au **0890 567 567** (0,15€ la min)